



Veillez cliquer sur le bouton "imprimer" de votre navigateur.

Courrier international - 30 juil. 2008

## Article

### **ALGÉRIE - Le président Bouteflika s'en prend à la presse**

**Le chef de l'Etat ne supporte pas les critiques d'une partie de la presse qu'il juge "malveillantes" alors que le pays va bien. La liberté d'expression n'est pas un luxe pour les nations riches, lui répond le quotidien *El-Watan*.**

Entre un maire et un viaduc, le président Abdelaziz Bouteflika s'en est encore pris à la presse privée. Celle-ci faisant du mal et n'étant pas loin d'entraver le développement, dit-il. Pourtant, l'ensemble des organes d'information publics – et ils sont nombreux – encense le président et ses réalisations, et une autre partie de la presse privée en fait autant. Les quelques voix qui disent que ce régime qui s'auto-félicite depuis l'indépendance n'est pas dans la bonne démarche et considère à tort que les libertés sont un luxe pour nations riches, même si elles ne font pas beaucoup le contrepoids et n'ont aucune influence sur le choix et l'élection d'un président.

Si un lecteur – ou même un dirigeant suprême – peut être lassé de cette critique permanente du régime et de ses représentants, fatigué de cette opposition systématique, ce n'est pas de la malveillance si les grands quotidiens privés sont plus lus que les grands quotidiens officiels et si les Algériens vont plus facilement "flasher leur démo" [pirater son récepteur satellite de télévision] qu'adhérer au RND [Rassemblement national démocratique, soutien de Bouteflika]. Sauf à croire que nous sommes en temps de crise (permanente) et qu'il faut se serrer les coudes et ne parler que des choses positives, un opposant est aussi utile dans un pays que l'ABS dans une voiture. Peu de temps avant le discours du président et pendant que deux ministres critiquaient les maires élus, le mouvement associatif, les jeunes, les chômeurs et la société d'une manière générale, le représentant d'Amnesty International en Algérie était arrêté. L'ONG venait de publier un rapport qui établissait que les droits de l'homme ne sont pas respectés en Algérie. Pour le prouver, la police a arrêté son représentant. Soyons positifs : on doit préciser qu'il a été relâché. Restons négatifs : les dermatologues savent qu'il ne sert à rien de cracher dans son miroir pour guérir de l'eczéma.

Chawki Amari  
*El Watan*

© Courrier international 2008 | ISSN de la publication électronique : 1768-3076